

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
93 · Janvier 2019
AZB 3001 Berne



Quand l'argent supplante la tradition humanitaire

Le Conseil fédéral n'en a que faire de notre tradition humanitaire : l'argent prime et peu importe si des armes suisses participent à des conflits intérieurs. Fort heureusement, une initiative populaire, dite de rectification, demande un retour aux règles qui prévalaient il y a quelques années. Le point avec Carlo Sommaruga, co-président du comité d'initiative. Page 4

CONSEIL D'ETAT VAUDOIS

Suite à la nomination de Pierre-Yves Maillard à la Présidence de l'Union syndicale suisse (USS), une élection complémentaire au Conseil d'Etat vaudois se déroulera le 17 mars prochain. En jeu : la majorité de gauche au gouvernement, que le PS entend maintenir avec la candidature de l'actuelle conseillère nationale, Rebecca Ruiz. Page 5

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2019

Le renouvellement intégral du Conseil national et du Conseil des États approche à grands pas : le 20 octobre prochain, les électrices et électeurs seront appelés à choisir leurs autorités. Avec la majorité UDC/PLR qui a « gouverné » durant ces quatre dernières années, cette législature est une législature perdue. Le PS entend bien inverser cette tendance. Page 8

L'IMAGE DU MOIS



En décembre dernier, deux femmes ont été élues brillamment et au premier tour au Conseil fédéral, Viola Amherd (148/240 voix) et Karin Keller-Sutter (154/237 voix).

Leur moment de complicité lors du serment solennel a laissé transparaître leur soulagement, mais aussi et surtout la normalité vers laquelle doit se diriger la politique suisse dans l'accession des femmes aux postes à responsabilités. Cette élection rétablit une certaine parité au sein du gouvernement suisse alors qu'en 2010 se dégageait pour la première et unique fois une majorité de femmes au sein de l'exécutif helvétique. Rappelons qu'entre 1848 et 1984, l'État fédéral suisse a été exclusivement gouverné par des hommes.

L'élection de ces deux conseillères fédérales représente un pas important dans la prise de conscience de la nécessité d'une représentation équilibrée pour l'élection à cette fonction prestigieuse. Gageons que cela continuera à renforcer la place des femmes dans notre société et que les mentalités évolueront vers une réelle égalité entre les hommes et les femmes, égalité de fait que le PS tente d'instaurer depuis déjà des décennies. Le PS la défendra avec d'autant plus de convictions en cette année symbolique.

CHIFFRE DU MOIS

7

C'est le nombre actuel de maires qui ont décidé à Palerme, Naples, Florence, Parme, Livourne, Milan ou encore Bergame de ne pas appliquer le décret anti-immigration du ministre de l'intérieur Matteo Salvini. Du sud au nord de la péninsule italienne, les maires estiment que ce décret pousse les demandeuses et demandeurs d'asile à la criminalité, notamment par l'exclusion des structures d'accueil. En se retrouvant ainsi à la rue et sans assistance dans l'attente d'une décision judiciaire, qui peut prendre parfois jusqu'à deux ans, les quelque 120 000 migrants deviennent en effet une main-d'œuvre inespérée pour la criminalité organisée, le deal de drogue ou encore la prostitution.

LE RÉSULTAT DU MOIS

196 voix

196 voix sur 216, c'est le score remarquable qu'a obtenu en décembre dernier Simonetta Sommaruga lors de son élection à la Vice-présidence de la Confédération. La dernière fois que la Bernoise avait accédé à ce poste, en 2013, elle avait obtenu 180 suffrages. En cette année féministe, désormais à la tête du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) et avec l'arrivée de Viola Amherd et de Karin Keller-Sutter, la vice-présidente de la Confédération se profile comme la nouvelle femme forte de ce gouvernement, dans lequel elle siège depuis 2010 déjà.



Merci Géraldine !

Tu es et tu resteras un modèle d'engagement, un modèle dans la défense des valeurs socialistes, un modèle pour nombre de femmes, un modèle pour une lutte politique loin des lobbies, un modèle alliant charisme, compétences, énergie au service de celles et ceux que le système oublie ou délaisse.

Alors oui, qu'importe ce qu'en ont dit certains médias, qu'importe ce que pourraient arguer certains adversaires (ou pas) politiques, qu'importe ! Je tenais à te dire MERCI, à te rendre cet hommage nécessaire et largement mérité pour ton parcours, ta simplicité malgré les charges ô combien importantes que tu as occupées au fil des ans.

La vie politique est parfois injuste ; comme tu le disais, la politique peut te donner beaucoup, elle peut aussi te retirer, en quelques minutes, ce qui fut construit patiemment durant des années. Alors, gardons en tête ces belles années, ces beaux combats, ces éclatants succès et au diable les médissants.

Quatre années passées au Conseil national, 12 ans au Conseil des États, six à la Vice-présidence du Parti socialiste suisse, présidente de Commission, il est nombre de parcours moins complets que ton bilan politique et tu n'as, au final, à rougir de rien !

Lorsque nos valeurs sont ainsi ancrées, si profondément, je sais que ton engagement, quelle que soit la forme qui sera retenue, se poursuivra pour celles et ceux qui ont besoin du Parti socialiste, besoin d'être défendus, besoin que le système prévoie les filets nécessaires à ce que personne ne soit abandonné au bord du chemin.

En résumé : MERCI à toi Géraldine !

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

La démocratie à l'échelle communale



Rebekka Wyler, co-secrétaire générale

Les socialistes sont forts dans les villes et les grandes communes, allant parfois même jusqu'à des majorités roses-vertes. Mais le Parti socialiste est aussi aux affaires dans les petites communes. À ce niveau, loin d'être majoritaires, nos représentant-e-s font un travail important et nécessaire dans toutes les régions du pays au sein des exécutifs communaux ou dans différentes commissions communales.

À ce propos, les modèles politiques sont différents selon les régions du pays. En Suisse alémanique, la plupart des petites et moyennes communes fonctionnent selon un système d'Assemblée primaire, alors que les parlements communaux sont plus nombreux au Tessin et en Suisse romande (selon les cantons). Dans les communes alémaniques, l'Assemblée primaire est, pour de nombreuses affaires, la plus haute autorité au niveau communal. Cette « assemblée générale », pour toutes et tous les résident-e-s ayant le droit de vote, se base encore sur le concept premier de démocratie. Dans la pratique, elle se révèle toutefois moins démocratique : tout le monde ne peut pas participer aux assemblées du soir, que ce soit pour des raisons familiales, professionnelles ou de santé. Le vote a généralement lieu à main levée, de sorte qu'un voisin ou un employeur peut voir qui vote quoi et de quelle manière. Et ceux qui se mobilisent le mieux gagnent fré-

quemment, car le taux de participation est souvent très faible. Dans de nombreuses grandes municipalités (généralement de 10 000 habitants ou plus), on se demande donc si un Parlement ne serait pas une solution plus démocratique. C'est souvent le PS qui mène cette réflexion. Depuis 2014, il y a un Parlement à Wetzikon dans le canton de Zurich (24 000 habitants) et l'introduction d'un corps législatif est actuellement à l'étude dans la ville de Soleure.

Dans le même temps, nos membres des autorités dans les petites communes se battent souvent en solitaire. Parfois à deux, souvent seuls, les camarades préparent des propositions, étudient des dossiers et essaient d'arriver à quelque chose – « pour toutes et tous sans privilèges ». Depuis deux ans, je représente le PS au Conseil municipal d'Erstfeld dans le canton d'Uri (800 habitants) et j'ai beaucoup appris sur la façon dont on peut, de temps en temps, réussir à imposer une « préoccupation socialiste » dans les régions conservatrices également. Dans certains cantons et régions, il y a des réunions régulières entre les membres des autorités socialistes, afin de permettre au moins un échange. Je souhaite aussi l'introduction de ces échanges dans le canton d'Uri parce qu'ensemble, nous sommes plus forts.

Bonne année et bonne chance à tous les niveaux !

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Pauline Crettol, Bastian Collet
Production Atelier Bläuer, Berne

L'initiative de rectification est indispensable !



DEPUIS LA DÉMISSION DE DIDIER BURKHALTER, LE CONSEIL FÉDÉRAL A PERDU LA MESURE. PLUS PERSONNE NE DÉFEND AU SEIN DU COLLÈGE GOUVERNEMENTAL LES VALEURS QUI STRUCTURENT DEPUIS LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE SUISSE. LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, LA PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE ET DES DROITS DE L'HOMME ET ENFIN LA COEXISTENCE PACIFIQUE DES PEUPLES ONT CHEVILLÉ NOTRE POLITIQUE ÉTRANGÈRE.

Ignazio Cassis devrait être leur premier défenseur au sein du collège gouvernemental. Mais elles y sont complètement négligées. Or, la mise en œuvre engagée de ces valeurs par les précédents chefs du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) nous a valu un respect sans pareil sur la scène internationale. Depuis 1999, elles sont même inscrites explicitement dans la Constitution fédérale à l'article 54 alinéa 2.

Pendant, l'ignorance d'Ignazio Cassis quant à l'histoire récente des relations internationales de la Suisse et son incapacité à lire la Constitution fédérale au-delà de l'article 2, le rend incapable de toute vision autre que celle de la défense dogmatique des intérêts économiques. Plus grave, cette totale absence de vision – qui l'a amené à en récupérer celle d'un petit groupe incluant des dirigeants de multinationales – l'empêche d'être porteur d'un discours audible au Conseil fédéral comme à l'extérieur du pays, ce qui maintiendrait la Suisse sur la voie des succès diplomatiques.

Aujourd'hui, les valeurs constitutionnelles de politique étrangère sont écrasées par le diktat des intérêts économiques immédiats. L'exemple le plus flagrant de cette nouvelle donne est celui du choix du Conseil fédéral de lever l'interdiction absolue d'exportation de matériel de guerre vers les pays en proie à la guerre civile.



Carlo Sommaruga, conseiller national (GE)

À la demande du lobby militaro-industriel, évidemment sans aucune résistance de la part du chef du DFAE, la majorité PLR-UDC du Conseil fédéral est ainsi revenue sur un engagement de 2009 de l'exécutif pris au cours de la campagne de votation sur l'initiative pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre. Un reniement scandaleux qui a suscité une profonde émotion dans tout le pays. Comment le Conseil fédéral peut-il faire passer les intérêts de quelques industries helvétiques d'armement avant le risque évident de morts par des armes suisses dans des guerres civiles à travers le monde? Comment faciliter plus encore les exportations d'armes alors que, aujourd'hui, l'on retrouve déjà des armes ou des véhicules blindés suisses sur les fronts syrien ou libyen ou en mains de groupes djihadistes? La tradition humanitaire et la neutralité de la Suisse sont tout simplement piétinées!

La mobilisation de larges secteurs de la société civile et le désaccord de la majorité du Conseil national avec le Conseil fédéral n'auront pas suffi à convaincre définitivement le Conseil des États en décembre 2018 à confirmer cette opposition. C'est donc tout logiquement que le Parti socialiste suisse, avec d'autres forces politiques et sociales, a décidé de lancer l'initiative contre une extension des exportations d'armes dans les pays en guerre civile, dite « ini-

tiative de rectification ». La collecte des signatures est en cours et vous pouvez remplir au plus vite la feuille de signatures encartée dans ce journal. Le dépôt rapide des 100 000 signatures permettra de donner un signal important contre la dérive de la politique extérieure du quatuor UDC-PLR!

L'initiative de rectification permet de mettre un terme à une autre ignominie. En effet, depuis 2014, le Conseil fédéral admet l'exportation d'armes vers les pays violant gravement les droits humains lorsque, à ses yeux, les armes ne seront prétendument pas utilisées à des fins de répression. Une raison de plus de s'engager à collecter les signatures et faire aboutir l'initiative.

Les valeurs constitutionnelles de politique étrangère sont écrasées par le diktat des intérêts économiques.

INFORMATIONS

Plus d'informations sur www.pssuisse.ch/campagnes

Une candidature au Conseil d'Etat au service de l'intérêt général

SUITE À L'ÉLECTION DE PIERRE-YVES MAILLARD À LA PRÉSIDENTENCE DE L'UNION SYNDICALE SUISSE (USS), J'AI FAIT ACTE DE CANDIDATURE AU CONSEIL D'ÉTAT POUR LUI SUCCÉDER. EN QUELQUES PHRASES, VOICI QUELLES SONT MES MOTIVATIONS À M'ENGAGER DANS CETTE BATAILLE.

Le canton de Vaud est une des régions les plus prospères et les plus dynamiques du pays, et les finances de l'Etat sont actuellement saines. Mais cette situation favorable doit se traduire concrètement dans la vie des gens. Comment s'en assurer ? Petit tour d'horizon des défis qui s'annoncent.

Relever le défi démographique et garantir l'accès aux soins

D'ici 2040, Vaud connaîtra un doublement du nombre de seniors de plus de 80 ans. C'est un changement social majeur. Leur assurer une prise en charge de qualité sans faire exploser les coûts sera un impératif. Tenir compte du vieillissement se traduit aussi par le fait de garantir, tout au long de la vie, l'accès aux soins, sans que la charge sur les assuré-e-s ne devienne excessive.

Accompagner la mutation du travail par la cohésion sociale

La numérisation de l'économie et l'émergence de nouveaux métiers transforment en profondeur les qua-



Rebecca Ruiz,
conseillère nationale (VD)

lifications attendues des travailleuses et travailleurs. Pour garantir la cohésion sociale, il nous faut miser sur l'insertion initiale et le maintien tout au long de la vie active dans le marché du travail. Cela passe, par exemple, par la meilleure prise en compte des compétences informatiques de base dans l'éducation ; adaptation déjà en cours. Mais cela signifie aussi de développer des appuis aux jeunes sans formation pour leur permettre de sortir d'une dépendance à l'aide sociale, ou d'acquérir une formation certifiante.

Préserver notre environnement

L'urgence d'agir contre le dérèglement climatique ne se discute plus. Devant la difficulté de définir de véritables feuilles de route à l'échelon supranational ou même national, comme nous en avons eu malheureusement la démonstration en Suisse, la balle est plus que jamais dans le camp des régions.

Pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, il faut poursuivre une politique décidée d'en-

couragement des énergies renouvelables, d'assainissement énergétique des bâtiments et de développement massif des transports publics. En même temps, on peut apporter, de cette façon, des changements rapides et tangibles dans la vie quotidienne : moins de pollution, moins de bruit, plus de sécurité pour les enfants.

Répondre aux besoins des familles et renforcer l'égalité

Les politiques cantonales doivent continuer à répondre aux exigences immédiates des ménages et, notamment, des familles.

En augmentant progressivement les moyens alloués à l'accueil de jour des enfants, on permettra une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie privée. Vaud doit également poursuivre son engagement pour l'égalité : le contrôle de l'égalité salariale dans le secteur public, mais aussi dans les entreprises et entités bénéficiaires de marchés publics et de subventions doit devenir une évidence. L'Etat en tant qu'employeur peut aussi montrer la voie en créant un congé paternité de 20 jours.

Le niveau cantonal permet de mettre concrètement en œuvre nos valeurs.

C'est au niveau cantonal que nous donnons corps à nombre de nos engagements pour le bien-être et la qualité de vie de toutes et tous, que nous construisons les progrès sociaux de demain. Je m'engage donc dans cette campagne pour maintenir la majorité de gauche au Conseil d'Etat, et pour maintenir aussi l'espoir que, non, ce ne sont pas toujours le pouvoir de l'argent, l'intolérance et le chacun-pour-soi qui gagnent, mais que nous pouvons faire prévaloir l'intérêt général.



Le château Sainte-Maire, siège du gouvernement vaudois.

Passation de pouvoir à la Vice-présidence

LORS DU CONGRÈS DE DÉCEMBRE, À BRUGG/WINDISCH EN ARGOVIE, LES DÉLÉGUÉ-E-S ONT OFFICIAISÉ LE CHANGEMENT AU SEIN DE LA VICE-PRÉSIDENTIE ROMANDE DU PS SUISSE. APRÈS L'ANNONCE DE DÉPART DE GÉRALDINE SAVARY, QUI OFFICIAIT DEPUIS 6 ANS, LE CONGRÈS L'A CHALEUREUSEMENT REMERCIÉE POUR SON TRAVAIL. L'ACCUEIL D'ADA MARRA FUT TOUT AUSSI ENTHOUSIASTE.

Bienvenue Ada

Ada Marra est entrée au Conseil national en 2007. Très engagée sur les questions d'intégration, d'asile et de migrations, elle y intègre la Commission des institutions politiques. En 2011, elle rejoint la prestigieuse Commission de l'économie et des redevances, se spécialisant ainsi dans des domaines qui lui tiennent à cœur, tels que la lutte contre la pauvreté et la justice fiscale nationale et internationale.

En 2017, elle remporte une victoire importante dans les urnes, lorsque la population accepte à plus de 60 % son projet de naturalisation facilitée pour les ressortissant-e-s de la 3e génération. La presse estime qu'Ada Marra, principale artisanne de la naturalisation facilitée, a arraché lors de cette votation une victoire

« sans précédent » dans le domaine de l'identité nationale, battant ainsi l'UDC sur ses propres thématiques.

Grâce à son riche parcours, Ada Marra saura accompagner de manière professionnelle et efficace les futurs grands projets du Parti socialiste suisse. C'est une chance de pouvoir compter sur ses compétences et une saine collaboration. Bienvenue au cœur du dispositif socialiste camarade !

Merci à toi Géraldine

Si Géraldine Savary quitte aujourd'hui la Vice-présidence du Parti socialiste suisse dans un contexte regrettable, cela n'enlève rien à tout ce qu'elle a apporté pour la justice sociale, l'égalité et la solidarité en Suisse. Retour en quelques mots sur son parcours riche d'accomplissements.

Géraldine Savary a toujours porté ses origines ouvrières en étendard. Diplômée en Sciences politiques de l'Université de Lausanne, elle a connu une entrée en politique remarquée aux côtés des figures emblématiques du Parti socialiste vaudois que sont Pierre-Yves Maillard,

Solange Peters ou Grégoire Junod. La conseillère aux États occupe la présidence du Parti socialiste lausannois entre 1999 et 2003. En 2003, elle est élue au conseil national alors qu'elle attend un enfant et bouscule ainsi les codes au sein d'une Assemblée fédérale encore très conservatrice à l'époque.

Conseillère nationale de 2003 à 2007, elle accède à la Chambre haute en 2007 et y siège encore aujourd'hui. Elle aurait dû en être la présidente en 2020. Son élection au Conseil des États est, une fois de plus, exemplaire, et elle est surnommée « l'ange qui a terrassé la droite » selon le titre d'un portrait réalisé par l'*Hebdo*.

Géraldine Savary a fait preuve d'un courage politique et d'une trop rare responsabilité en quittant ses fonctions à Berne. Que ce départ serve d'exemple aux nombreux élu-e-s se trouvant dans la même situation. Géraldine Savary manquera au Parti socialiste suisse et c'est avec émotion que nous lui souhaitons tout le meilleur pour la suite de ses engagements !



Mettre un terme au mitage du territoire

LES JEUNES SE PRÉOCCUPENT DE LEUR FUTUR ! NON, ILS NE SE PRÉOCCUPENT PAS SEULEMENT DE LEUR FUTUR PERSONNEL, MAIS BIEN AU CONTRAIRE DU FUTUR DE LEUR PAYS, DE LA NATURE, DE L'ENVIRONNEMENT. CELA SE MONTRE, PAR EXEMPLE, DANS LES GRÈVES SCOLAIRES (ÉGALEMENT DANS DIFFÉRENTES ÉCOLES EN SUISSE, « SCHULSTREIK ») EN LIEN AVEC LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, VOIRE EN LIEN AVEC LE REFUS DU PARLEMENT DE RÉAGIR À CES FAITS POURTANT INQUIÉTANTS. ET, PLUS IMPORTANT EN VUE DES PROCHAINES VOTATIONS, CETTE PRÉOCCUPATION DES JEUNES SE DÉMONTRE DANS LE LANCEMENT D'UNE INITIATIVE POPULAIRE, CELLE DES JEUNES VERT-E-S SUR LE MITAGE.

Cette initiative vise à empêcher les zones à bâtir de s'étendre. Elle ne veut laisser construire, en dehors de ces zones à bâtir, que les constructions qui y seraient vraiment nécessaires. En ce sens, elle apporte une solution pour une utilisation modérée du sol.

Le bétonnage d'une surface correspond à huit terrains de foot par jour dans notre pays. Même si cela se passe en partie légitimement dans des zones à bâtir, ce fait doit nous faire réfléchir. Malgré tous les efforts visant à régler la mise en zone ou les constructions hors zone à bâtir, la réalité est plus qu'inquiétante. Jusqu'où allons-nous continuer la mise en zone à bâtir orientée uniquement sur les besoins? Où allons-nous finir si nous ne nous orientons pas, enfin, sur la disponibilité limitée des surfaces, en respectant ainsi la nature et le besoin d'une biodiversité augmentée dans notre pays? L'initiative montre bien cette volonté d'avoir une meilleure urbanisation, en limitant ainsi le mitage.



Ursula Schneider Schüttel, conseillère nationale (FR)

Même si l'actuelle loi sur l'aménagement du territoire (LAT) a amené à des effets positifs, elle n'évite pas l'effet que, plus vite le sol est construit, plus vite un nouveau terrain constructible pourrait être zoné. De plus, dans l'objectif de garder une grande flexibilité de développement économique et démographique, les cantons (puis les communes) ont tendance à faire leurs plans directeurs se basant sur des scénarios maximaux du développement. En effet, cet outil ne pose aucune limite: une fois les zones à construire remplies, de nouvelles zones à bâtir peuvent alors voir le jour. Un cercle vicieux, car les incitations à utiliser le sol d'une façon plus efficace et économe font cruellement défaut!

On entend souvent que, si cette initiative devait être adoptée, il n'y aurait comme conséquence une pénurie de logements et une augmentation des loyers. Cet argument ne peut tenir, car d'un côté nous constatons déjà ce phénomène, indépendamment de l'initiative. D'autre part, et plus important encore, les

réserves existantes dans les zones à bâtir dans les villes et dans les villages sont suffisantes, en particulier si l'on profite d'une densification vers l'intérieur dans des quartiers encore faiblement construits. Les gratte-ciel ne fleuriront pas à cause de l'initiative sur le mitage. Ceci ne serait, par ailleurs, pas dans l'intérêt de l'initiative, laquelle vise un développement vers l'intérieur sans devoir sacrifier des espaces verts. Au contraire, elle veut renforcer le développement de quartiers durables (avec des mixités fonctionnelles, intergénérationnelles et sociales, une mobilité durable, à forte valeur écologique, etc.).

Donc, il nous faut réagir aujourd'hui et maintenant. Dans l'intérêt de la nature et de la biodiversité, il faut empêcher une extension illimitée de la surface urbanisée. Il faut donner ce signal fort en soutenant l'initiative sur le mitage.

Améliorons l'urbanisation avant d'ouvrir de nouvelles zones à bâtir.



De nouveaux horizons ...

COMME TOUJOURS, À L'APPROCHE D'UNE FIN DE LÉGISLATURE, LES ÉLU-E-S ANNONCENT TOUR À TOUR S'ILS ENTENDENT SE METTRE À NOUVEAU À DISPOSITION DU PS OU SI L'HEURE EST VENUE POUR EUX DE DÉCOUVRIR DE NOUVEAUX HORIZONS, DE NOUVEAUX DÉFIS, DE NOUVELLES VOIES À EXPLORER. L'OCCASION POUR SOCIALISTES D'INTERROGER SIX DE NOS REPRÉSENTANT-E-S AYANT DÉJÀ ANNONCÉ QU'ILS OU ELLES NE BRIGUERAIENT PAS DE NOUVEAUX MANDATS.



DIDIER BERBERAT

Canton de Neuchâtel
Conseiller aux États
Entré en fonction en 2009
Conseiller national de 1995 à 2009



Quel est ton plus beau succès obtenu au Parlement ?

Les combats politiques ne sont jamais l'œuvre d'une seule personne, mais j'ai pris une part très importante à la reconnaissance de la H2O, route cantonale reliant Neuchâtel au Locle, en tant que route nationale, une lutte de près de 20 ans ! Je suis aussi heureux d'avoir pu, avec d'autres, faire prolonger la durée du chômage partiel à plusieurs reprises.

À l'inverse, quelle est ta plus grande déception depuis votre élection ?

Quand on est minoritaire, il ne faut jamais se décourager, faute de quoi, on jetterait vite l'éponge ! Indubitablement, le refus de PV 2020 lors de la votation populaire du 24 septembre 2017, malheureusement aussi grâce à des voix de gauche, m'a beaucoup touché.

Comment s'annonce la suite de ta carrière après votre mandat à Berne ?

Malgré le réel plaisir que j'ai encore à siéger à Berne, il y a heureusement une vie après la politique et je pourrai enfin consacrer plus de temps à ma famille. Je continuerai à m'engager pour l'Uni de Neuchâtel, dont je préside le Conseil, ainsi que dans des associations ou fondations dans les domaines du social, de la santé, d'aide aux handicapés ou d'aide au développement, sans oublier la défense de la langue française, qui en a bien besoin ! Et je serai toujours disponible pour notre Parti.

Selon toi, quel est le défi le plus important pour la prochaine législature ?

La question européenne et le financement de l'AVS seront des enjeux-clés de la prochaine législature. Bon vent à nos camarades de la prochaine législature et qu'ils soient le plus nombreux possible.



JACQUES-ANDRÉ MAIRE

Canton de Neuchâtel
Conseiller national
Entré en fonction en 2009



Quel est ton plus beau succès obtenu au Parlement ?

Sur toute la durée de mon mandat, d'être parvenu à maintenir, par un travail constant en commission et en plénum, un financement fédéral suffisant dans le domaine FRI (formation, recherche et innovation). En tant que président de l'Intergroupe Formation professionnelle, l'obtention d'un financement à hauteur de 50 % des coûts facturés aux candidats aux certifications professionnelles

supérieures (brevets/maîtrises) me réjouit particulièrement.

Au niveau des transports, l'intégration de la route Neuchâtel–La Chaux-de-Fonds–Le Locle dans les routes nationales est un beau succès pour le canton de Neuchâtel et nous espérons vivement obtenir la ligne ferroviaire directe entre La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel!

À l'inverse, quelle est ta plus grande déception depuis votre élection ?

De ne pas avoir obtenu le soutien du Conseil des États à mon initiative parlementaire contre l'endettement des jeunes par les cartes de crédit, pourtant acceptée par le Conseil national!

Comment s'annonce la suite de ta carrière après votre mandat à Berne ?

Je resterai un militant engagé dans mon canton et conserverai quelques mandats tels que la présidence de Cinéforum, celle des écoles de Changins ou dans la promotion des énergies renouvelables (Greenwatt).

Selon toi, quel est le défi le plus important pour la prochaine législature ?

Trouver une solution durable pour nos relations avec l'UE dans l'intérêt de notre économie tout en maintenant des mesures d'accompagnement efficaces pour sauvegarder de bonnes conditions de travail en Suisse.



LILIANE MAURY PASQUIER

Canton de Genève
Conseillère aux États
Entrée en fonction en 2007
Conseillère nationale de 1995 à 2007



Quel est ton plus beau succès obtenu au Parlement ?

De par ma profession de sage-femme et mes mandats renouvelés au sein de la commission de la santé, je me suis beaucoup engagée sur des questions de santé, particulièrement en lien avec la maternité. Je suis notamment satisfaite d'avoir œuvré à l'inscription des maisons de naissance dans la LAMal et au remboursement de toutes les prestations de

soins dès la 13^e semaine de grossesse. J'ai bon espoir aussi que le parlement accepte de prolonger le congé maternité payé en cas d'hospitalisation du nouveau-né, projet de loi qui fait suite à l'un de mes postulats.

À l'inverse, quelle est ta plus grande déception depuis votre élection ?

Je suis particulièrement frustrée de la difficulté de faire bouger les choses dans l'assurance-maladie, face aux lobbies des assureurs qui infiltrent le parlement. Idem pour ce qui est du domaine de la prévention, où les défenseurs d'intérêts privés ont enterré une loi-cadre et bloquent toute amélioration dans la lutte contre les dégâts du tabagisme. Je suis aussi déçue du retour en arrière sur le taux d'aide publique au développement, qui est repassé sous la barre des 0,5% du RNB. Sans parler des durcissements en matière d'asile qui ont été adoptés ces dernières années et d'une attitude générale, plus que méprisante, à l'égard des requérant-e-s.

Comment s'annonce la suite de ta carrière après votre mandat à Berne ?

A la fin de mon mandat, je n'aurai pas encore atteint l'âge de la retraite. J'aimerais donc beaucoup m'investir dans un conseil de fondation, une commission extraparlamentaire ou autre, pour faire bénéficier la collectivité de mes compétences en politique intérieure (santé-social) et/ou en politique extérieure... Poursuivre un engagement professionnel me sera nécessaire car je ne bénéficierai pas d'une retraite « dorée » ! Et je resterai militante, bien sûr !

Selon toi, quel est le défi le plus important pour la prochaine législature ?

Indiscutablement, c'est d'affaiblir l'axe d'extrême droite (et de droite) qui renforce la fermeture vis-à-vis de l'étranger, qui bloque toute solution aux problèmes que nous connaissons dans le domaine de la santé et de la sécurité sociale et qui, de manière générale, distille un climat de chacun-e pour soi, de méfiance et de conflit.



MANUEL TORNARE

Canton de Genève
Conseiller national
Entré en fonction en 2011



Quel est ton plus beau succès obtenu au Parlement ?

Difficile dans un Parlement marqué « à droite toute » de faire passer des objets ... Je me suis beaucoup engagé pour la défense de la Genève internationale, notamment aux côtés de Carlo Sommaruga. Point parmi d'autres, nous avons convaincu nos collègues de voter un crédit de 66 millions pour la rénovation des infrastructures.

Dans le domaine de la défense des droits humains quelques notables succès peuvent également être relevés.

Une de mes motions devrait également permettre la vente de médicaments à l'unité.

Enfin, il y a les rapports que j'ai défendus au Conseil de l'Europe: celui sur les prisonniers handicapés en Europe permettra des améliorations et j'en suis particulièrement fier.

À l'inverse, quelle est ta plus grande déception depuis votre élection ?

Mon initiative parlementaire pour que les associations luttant pour les droits humains, ou luttant contre le racisme soient parties civiles lors de procès. Un élu PLR valaisan l'a torpillée avec une bien mauvaise foi.

Comment s'annonce la suite de ta carrière après votre mandat à Berne ?

Voyages, promenades avec mon chien, lectures, écritures et bénévolat dans de nombreuses associations sociales ou culturelles.

Selon toi, quel est le défi le plus important pour la prochaine législature ?

Les relations Suisse-Union européenne: je crains qu'avec l'arrivée d'Ignazio Cassis on se dirige dans des impasses... abyssales...

Autre dossier, celui des primes d'assurance-maladie, dans lequel seul le peuple pourra mettre le holà au lobby des assurances.

INFORMATION

Au fur et à mesure des annonces de nos représentant-e-s sous la coupole, vous retrouverez leurs entretiens dans les prochains numéros de SOCIALISTES.

Entretiens réalisés par Gaël Bourgeois

Le compte à rebours a débuté

DANS MOINS DE DIX MOIS, NOUS AURONS LA CHANCE TANT ATTENDUE DE BRISER LA MAJORITÉ DE DROITE (PLR/UDC) AU CONSEIL NATIONAL, DE METTRE UN TERME À CETTE DÉRIVE ISOLATIONNISTE ET POPULISTE ET DE CONSTRUIRE, ENSEMBLE, UN FUTUR DIFFÉRENT. VOICI UN BREF APERÇU DE LA CAMPAGNE DU PS SUISSE POUR LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES.

Il s'agit d'un des plus importants comptes à rebours de ces dernières années. Dans moins de dix mois, le 20 octobre 2019, nous aurons la possibilité de gagner à nouveau du terrain au Parlement, de corriger la dangereuse route que tente d'emprunter la droite bourgeoise et de reconstruire, ensemble, un futur soutenable et solidaire pour toutes et tous.

« Ensemble, contre la loi du plus fort » n'est donc pas juste une devise de campagne électorale, mais résume, en soi, l'objectif à atteindre, nos valeurs et le programme que l'on souhaite mettre en œuvre.

Ensemble avec notre base

Pour le PS Suisse, « ensemble » équivaut à une recherche de dialogue direct avec les électrices et électeurs. Au lieu de nous contenter de placarder des affiches ou d'acheter des maisons de presse comme c'est le cas de la droite, nous voulons savoir ce qui motive et préoccupe les Suisse-sse-s aussi bien que ce qu'ils attendent du monde politique.

Tout comme en 2015, cette année une campagne de mobilisation sera aussi menée, dans laquelle des milliers de personnes seront impliquées. Tout le monde peut y contribuer, du conseiller national à la candidate en passant par le membre de base, grâce à plusieurs formes possibles d'engagement. Vous avez envie de vous engager dans la campagne sur le terrain? Alors contactez Barbara Lanthemann, responsable de la campagne de mobilisation en Suisse romande. (barbara.lanthemann@pssuisse.ch)

Ensemble sur tous les réseaux

Nous désirons dialoguer avec vous dans votre langue, dans votre environnement, grâce à vos réseaux – numériques ou en chair et en os. Pour ce faire, notre équipe de communication en ligne s'est agrandie. Les outils changent, mais notre approche reste la même: écouter et dialoguer avec toutes et tous. Nous allons utiliser les réseaux sociaux, non comme plateforme publicitaire, mais comme un outil d'échange avec



Eleonora Guido,
coordinatrice de campagne

un plus vaste public – parfois difficile à atteindre par les médias traditionnels.

Et l'égalité dans tout ça ?

48 ans après l'introduction du droit de vote universel, 35 ans après l'élection de la première conseillère nationale, près de 30 ans après la grève des femmes, la campagne 2019 dédiera un espace spécifique aux femmes: un espace pour s'exprimer, mais aussi pour dialoguer avec le reste de la société. Dans le cadre de l'année féministe, des offres spécifiques ont été développées pour soutenir nos candidates aux Chambres fédérales durant la phase de campagne. Un programme de mentorat est notamment prévu afin de permettre aux candidates de bénéficier de l'expérience d'une responsable de campagne électorale chevronnée.

Voilà un petit avant-goût de la campagne du PS Suisse pour les élections fédérales de 2019. Cette campagne, nous voulons la mener ensemble et nous ne pourrons la gagner qu'ensemble. Une campagne contre la loi du plus fort, mais surtout pour une Suisse solidaire et progressiste. Pour des primes d'assurance abordables. Pour des salaires égaux entre hommes et femmes. Pour un plus grand nombre de femmes aux postes à responsabilité. Pour une place financière qui n'investit plus un centime dans les industries qui tuent notre climat. Pour une seconde chance offerte à toutes les personnes qui ne trouvent pas d'emploi – qu'elles soient âgées de plus de 55 ans, diplômées ou migrantes.

L'année qui nous attend sera intense, mais nous sommes prêt-e-s. Nous avons commencé ce compte à rebours, et vous ?

Nous voulons comprendre les attentes et besoins de la population.



CONCEPTION

Immersion dans l'univers du pouvoir politique suisse à un degré d'intimité et de liberté inédit, *Conseiller fédéral* est un projet photographique de Nicolas Brodard, qui s'approprie l'environnement visuel du Conseiller fédéral Alain Berset.

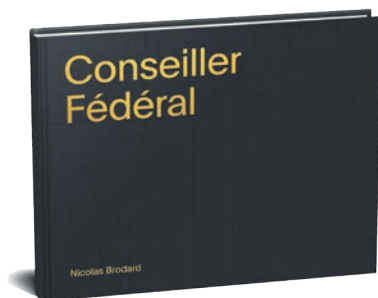
Réalisé à contrechamp de la représentation médiatique habituelle, il propose une approche frontale de l'exercice du pouvoir exécutif fédéral. Saisies au plus près du sujet afin de restituer son champ de vision, les images de la série font état d'une approche documentaire initiative, laissant le soin au spectateur de s'approprier les informations qui racontent la fonction de conseiller fédéral.

Absent des images, le conseiller fédéral laisse place au décor : tout ce qui l'entoure constitue une source d'information riche et singulière, pour appréhender la fonction d'une façon nouvelle.

Depuis 1848, les membres du Conseil fédéral sont accompagnés par les artistes de la photographie. La photo joue un rôle essentiel à la fois pour le respect envers le gouvernement suisse et pour sa popularité. À travers elle, l'on s'aperçoit que le Conseil fédéral ne gouverne à vrai dire pas le pays : ce sont les citoyennes et les citoyens qui ont le dernier mot. C'est ce fait-là et en plus la modestie traditionnelle de l'institution du Conseil fédéral qui sont les sources de sa popularité. Ce qui explique en même temps une bonne partie de la stabilité politique hors normes de la Confédération suisse.

Code
promotion
PSS2019
15.- de rabais
Délai au
15 février

Oswald Sigg



CONSEILLER FÉDÉRAL

Prix : 49.- (+10.- frais de port)

Rabais spécial : 15.-

Sortie : Février 2019

Langues : Français, Allemand, Anglais

Nombre de photographies : 81

Nombre de pages : ~ 150

Till Schaap Edition

ISBN 978-3-03878-021-2

Commandes sur www.conseillerfederal.ch

AUTEUR

Installé à Fribourg (Suisse), Nicolas Brodard est photographe indépendant. Il œuvre pour la presse écrite en tant que photojournaliste, et met ses compétences au service de nombreux acteurs culturels et institutionnels. En tant qu'auteur, il s'engage dans l'autoproduction de reportages et projets personnels entre la Suisse, la Grèce, la Turquie, le Caucase, et le Proche-Orient.

Le 10 février 2019
stop-mitage.ch



Le béton ne nourrit pas

OUI à Stop mitage
Protégeons nos sols

CARITAS Schweiz
Suisse
Svizzera
Svizra

Almanach social 2019 La numérisation – et l'individu dans tout ça ?



L'annuaire de Caritas sur
la situation sociale en Suisse

Commandes : 041 419 24 19 ou
shop.caritas.ch/publications

SPINAS/CIVIL VOICES

Je n'avais pas le droit de voter.
Jannomukhi, la grand-mère

Je peux voter.
Rita, la mère

Je fais entendre ma voix à la radio.
Tuli, la fille, 13 ans.
Bangladesh

Participer aux décisions, influencer l'avenir, saisir sa chance. Des femmes changent leur vie avec le soutien d'Helvetas. Vous pouvez y contribuer: helvetas.org

 **HELVETAS**
Partenaire de vrais changements